

Rapport de la SIFC sur la promotion des échanges intra-OCI



Rapport de la SIFC soumis à la 33^e Session du COMCEC

**20-23 novembre 2017
Istanbul (Turquie)**

Table des Matières

A. INTRODUCTION

- 1. Aperçu sur la SIFC*
- 2. Résolutions de la 32^e Session du COMCEC*

B. OPÉRATIONS DE LA SIFC DE FINANCEMENT DU COMMERCE POUR LE DÉVELOPPEMENT

- 1. Contribution à la sécurité énergétique dans les pays membres*
- 2. Appui à l'exportation des principaux produits agricoles*
- 3. Promotion de la finance islamique tout en servant les PME*
- 4. Mobilisation de ressources pour le financement du commerce*
- 5. Renforcement de l'appui et de la collaboration grâce à la présence sur le terrain*

C. DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES ET PROMOTION DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE

- 1. Plateformes de coopération pour l'intégration économique régionale*
 - 1.1. Initiative d'aide au commerce pour les pays arabes*
 - 1.2. Programme spécial pour l'Asie centrale*
 - 1.3. Programme transitoire de commerce arabo-africain*
 - 1.4. Forum de développement du commerce*
- 2. Partenariat pour le développement des connaissances et capacités en matière du commerce*
 - 2.1. Emploi et formation des jeunes au commerce international*
 - 2.2. Programme de renforcement des capacités en commerce international et d'appui à l'accès au marché, Sénégal*
 - 2.3. Initiative des partenariats à flux inversés, Guinée « Relance du secteur privé »*
 - 2.4. Programmes de développement de la production agricole : café, datte, coton*

1. INTRODUCTION

1. Aperçu sur la SIFC

La Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) est une entité affiliée au Groupe de la Banque islamique de développement. Elle a pour objectif de promouvoir le commerce en vue d'améliorer les conditions économiques et les moyens de vie des peuples islamiques. Toutes les activités de financement du commerce, qui autrefois étaient prises en charge par les différents départements du Groupe de la BID, sont actuellement du ressort de la SIFC. La Société a démarré ses activités en janvier 2008.

Le transfert des activités de financement du commerce du Groupe de la BID vers la Société a renforcé l'efficacité de ses services, en apportant des réponses rapides aux besoins des clients dans un environnement d'affaires axé sur le marché. En tant que leader dans le financement du commerce conforme à la charia, la SIFC met son expertise et ses financements à la disposition des entreprises privées et publiques des pays membres. Son objectif principal est d'encourager les échanges entre les pays membres de l'OCI.

Opérant selon les normes internationales, la Société s'attèle à une mission claire, en l'occurrence devenir le catalyseur du développement des échanges entre les pays membres de l'OCI et au-delà. C'est pourquoi la Société, qui continue à améliorer l'accès des pays membres au financement en offrant des financements au commerce, a récemment créé le Département de développement du commerce et des entreprises qui fournira aux pays membres l'assistance technique en matière des échanges selon une approche intégrée, et mettra en œuvre des solutions intégrées de commerce, notamment les composantes relatives au financement et au développement du commerce. Le Département mettra l'accent sur la promotion et la facilitation des échanges, le renforcement des capacités, l'intégration des activités commerciales, et le développement de commodités stratégiques.

Etant membre du Groupe de la BID, la SIFC jouit d'un statut particulier en termes d'accès aux institutions publiques dans ses pays membres. La Société facilite la mobilisation de ressources des secteurs public et privé nécessaires à la réalisation de son objectif de développement économique par le commerce. La SIFC aide les entreprises dans les pays membres à obtenir facilement des financements pour le commerce et leur fournit des outils de renforcement des capacités en matière du commerce, ce qui leur permettra d'être compétitives sur le marché mondial.

Le Plan stratégique décennal 2017-2027 de la Société incarne ses rôle et ambition de devenir un catalyseur d'affaires et un facilitateur de commerce de rang mondial, ainsi que son objectif de devenir un pourvoyeur leader de solutions de commerce pour les pays membres de l'OCI. La SIFC poursuit des objectifs stratégiques dans trois principaux domaines. Leur réalisation aura un impact sur la concrétisation de sa vision. Elle veut (1) contribuer à l'intensification des échanges intra-OCI, (2) accroître le financement du commerce compatible avec la charia, et (3) aider les pays membres à diversifier leurs économies.

2. Résolutions de la 32^e Session du COMCEC

La 32^e Session du COMCEC a approuvé les résolutions ci-dessous, lesquelles invitent la Société à poursuivre ses efforts, contribuer aux échanges et à la coopération commerciale entre les pays membres de l'OCI.

- « [la Session] prend note avec satisfaction des activités de la SIFC en matière de financement et de développement du commerce, de mobilisation de fonds du marché international et des partenaires de développement pour le financement des transactions commerciales dans les pays membres, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif de 25% d'échanges intra-OCI » ;
- « Salue les efforts de la SIFC dans le financement des PME et des pays membres les moins avancées, et prend note de ses efforts visant à diversifier son portefeuille et fournir plus de financements à l'agriculture dont l'impact sur l'amélioration de la productivité, la création d'emplois, la croissance des revenus des exportations et l'allègement de la pauvreté est direct et important » ;
- « Invite les pays membres à finaliser leur adhésion aux institutions du Groupe de la BID (SIFC et SIACE) afin que le Groupe puisse mettre en œuvre son mandat avec succès » ;
- « Prend note des initiatives de promotion du commerce et de renforcement des capacités en cours de mise en œuvre par la SIFC dans le cadre de ses divers programmes phare, notamment l'Initiative « Aide pour le Commerce » en faveur des pays arabes (AFTIAS), le Programme transitoire de commerce arabo-africain, et le Programme des connaissances en matière du commerce » ;
- « Prend note en outre des efforts de la SIFC visant à organiser un forum de développement du commerce avec l'objectif de sensibiliser le secteur privé dans les pays membres sur les mécanismes de financement de commerce de la SIFC et d'encourager les institutions du secteur privé à prendre une part active au forum » ;
- « Se félicite du lancement officiel du Programme spécial pour l'Asie centrale, notamment sa composante relative au financement de commerce, à l'occasion de la 41^e Réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque islamique de développement, et prend note des efforts que déploie le Groupe de la BID (SIFC) en préparation à la mise en œuvre du Programme » ;
- « Prend note des efforts fournis par la SIFC pour la mise en œuvre de programmes de commerce intégrés visant le développement de produits, en combinant ses mécanismes de financement du commerce et ses interventions d'assistance technique en matière de commerce, et invite la SIFC à mettre en place des programmes similaires pour le développement d'autres produits stratégiques » ;
- « Salue les efforts fournis par la SIFC pour la diversification des instruments financiers islamiques, et l'appui des programmes de formation sur la finance islamique, ainsi que la

promotion des solutions de la finance islamique dans les fora mondiaux, et se félicite de l'annonce d'un évènement qui sera organisé en marge du Forum public de l'OMC ».

B. OPÉRATIONS DE LA SIFC DE FINANCEMENT DU COMMERCE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les deux principaux secteurs d'activité de la SIFC sont (1) le financement du commerce et (2) le développement du commerce. S'agissant du financement du commerce, la Société, au moyen de lignes de financements mises à la disposition de banques locales et régionales, dégage des fonds pour le financement du commerce en faveur des gouvernements, des entreprises privées et des petites et moyennes entreprises.

Les résultats enregistrés par la SIFC depuis sa création en 1429 sont remarquables, tant dans le financement du commerce que dans le développement du commerce. Les approbations et les décaissements cumulés affichent respectivement 38,6 et 28,8 milliards de dollars des Etats-Unis. Le total des fonds mobilisés des banques et d'institutions financières partenaires se chiffre à 26,9 milliards de dollars des Etats-Unis, ce qui témoigne du rôle essentiel de la SIFC en tant que catalyseur permettant d'attirer des fonds pour d'importantes transactions au profit des pays membres. Par ailleurs, la SIFC continue de financer des transactions de clients dans les pays membres contre des garanties souveraines en vertu d'accords pluriannuels. Des initiatives régionales, comme l'Initiative Afrique, progressent davantage.

Dans le cadre de sa Stratégie 2016-2025 nouvellement adoptée, la SIFC offre dans le domaine du développement du commerce des interventions axées sur un programme intégrée, combinant le financement du commerce, le développement du commerce et le renforcement des capacités. Elle s'emploie à produire un meilleur impact en s'attaquant aux défis de développement du commerce dans les pays membres. Dans ce cadre, la Société mélange à ses interventions de développement du commerce, notamment l'Assistance technique en matière du commerce, des solutions de financement du commerce pour concevoir et mettre en œuvre des programmes thématique et régionaux de développement du commerce.

Certains de ses programmes sont (i) le Programme de développement de l'exportation de café en Indonésie et (ii) le Programme transitoire de commerce arabo-africain qui comprennent des composantes de développement de commerce et de financement de commerce visant à faire face aux défis intrinsèques aux secteurs et pays, comme le manque d'accès au financement et aux marchés internationaux, le développement de la compétitivité sectorielle et régionales par la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités, et l'adoption de mesure de facilitation des échanges.

1. Contribution à la sécurité énergétique dans les pays membres

L'accès durable à l'énergie est le moteur du développement socioéconomique. Les services énergétiques ont un effet multiplicateur sur la productivité, la santé des populations, l'éducation et la sécurité alimentaire. L'on estime que trois milliards de personnes, en majorité vivant en Afrique subsaharienne et dans des pays asiatiques en voie de développement, manquent d'accès à

l'électricité. Le manque des infrastructures et de l'accès aux sources d'énergie sont les principales causes de l'inefficacité que connaît le secteur de l'énergie dans ces pays.

L'amélioration de l'accès à l'énergie s'avère donc essentielle pour libérer le potentiel de ces pays et accélérer le développement socioéconomique. C'est dans ce contexte que la SIFC entend intervenir pour appuyer le secteur de l'énergie, en tant que principal pilier de sa stratégie pour les pays membres. La Société est un partenaire stratégique qui fournit des financements destinés à assurer l'approvisionnement en mazout et donc la production d'électricité qui alimente de grand nombre de personnes défavorisée.

Dans plusieurs pays membres où les financiers qui peuvent financer des transactions dans le secteur d'énergie qui demande souvent des fonds importants, l'appui de la SIFC joue le rôle de catalyseur qui permet de mobiliser des ressources des marchés internationaux et de financer des projets importants dans le secteur.

Les financements de la SIFC en matière d'énergie révèlent ce qui suit :

- En 2016 (1437), les financements de l'énergie ont représenté environ 60% des approbations pour le pétrole brut et les produits pétroliers.
- L'essentiel des financements dans le secteur de l'énergie a été en faveur de l'Asie et de la région MENA, suivies des pays de l'Afrique subsaharienne.

2. Appui à l'exportation des principaux produits agricoles

Les opérations de la SIFC dans le secteur agricole continuent de couvrir un grand éventail de produits, ce qui a aidé à créer des emplois, améliorer la productivité, réduire la pauvreté, et renforcer la sécurité alimentaire. Il convient de mentionner que la Société apporte un appui important à la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Dans cette région, une grande partie du portefeuille de financement du commerce est affectée au secteur de l'agriculture qui produit un impact considérable sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des exploitants. En effet, l'agriculture représente la part la plus importante (54%) du portefeuille du financement du commerce pour l'Afrique subsaharienne.

Bien que le financement de l'agriculture soit essentiellement orienté vers les cultures de rapport (coton et arachide), il aide à renforcer la sécurité alimentaire car les exploitants utilisent en partie les fonds destinés à l'acquisition d'intrants financés pour des cultures vivrières. Le financement permet aussi aux exploitants d'être payés à temps pour leurs produits, ce qui renforce leurs revenus. Par ailleurs, il existe des opérations de financement, bien que petites, qui sont conçues spécialement pour assurer la sécurité alimentaires. En 1437-1438 (2016), ces opérations se sont chiffrées à 17 millions de dollars des Etats-Unis. Elles étaient en faveur du Mali (opérations cumulées : 42 millions USD).

En plus de ses interventions en Afrique subsaharienne, la SIFC a financé le café (Indonésie) et le blé (Kazakhstan) qui sont deux produits qui contribuent à l'amélioration des revenus des exploitants.

Certaines mesures prises pour renforcer la sécurité alimentaire et appuyer davantage le secteur de l'agriculture sont :

- la coordination et le partenariat avec le Département d'agriculture de la BID dans le cadre de la collaboration pour le renforcement du financement du secteur de l'agriculture dans les pays membres ;
- le partenariat avec l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire nouvellement fondée par l'OCI ;
- la mise en relation directe des producteurs avec les acheteurs dans les pays membres ; et
- la rationalisation du travail pour favoriser le financement de la sécurité alimentaire dans les pays membres.

En 1437-1438 (2016), le total des approbations pour le secteur de l'agriculture a représenté 13% du portefeuille. L'agriculture vient ainsi en troisième position, après l'énergie, en termes d'affectations. Au cours de l'exercice, la Société a approuvé 16 opérations dans huit pays membres. Les principaux indicateurs des financements de la Société pour le l'agriculture sont :

- une bonne partie du financement a été orientée vers l'appui des produits destinés à l'exportation, comme le coton et l'arachide.
- l'Afrique et la région MENA se sont taillées la part du lion du portefeuille des financements, le Cameroun, le Burkina-Faso, la Côte-d'Ivoire, la Gambie et le Sénégal étant les principaux bénéficiaires.

3. Promotion de la finance islamique tout en servant les PME

Pour couvrir un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises dans les pays membres, la SIFC met des financements mourabaha à la disposition d'institutions financières et de banques commerciales locales, lesquelles accordent des financements pour les PME et le secteur privé. Cette démarche non seulement permet l'accès au financement tant convoité, mais elle favorise aussi l'industrie bancaire islamique car elle initie les banques partenaires aux instruments financiers islamiques.

4. Mobilisation de ressources pour le financement du commerce

L'exercice 1437-1438 (2016) a été exceptionnel pour la SIFC en termes de financement du commerce. La baisse des prix des marchandises, la fragilité de certains pays membres, l'usure de la capacité d'emprunt de certains clients, l'augmentation des coûts en capital et des taux intérêts sont autant de facteurs qui ont empêché la Société de lever de chez ses partenaires les fonds désirés. Cette situation s'est traduite par le recul des transactions syndiquées.

Malgré les défis auxquels la SIFC est confrontée, le réseau de partenariat s'est avéré aussi résilient qu'il l'a été durant les exercices passés. En effet, la Société a réussi durant l'exercice en cours à réaliser son objectif d'élargissement de son réseau de partenaires, en y ajoutant de nouvelles institutions financières et banques. En collaboration avec ses anciens et nouveaux partenaires, la SIFC a pu mobiliser en 1437-1438 (2016) 2.432 millions de dollars des Etats-Unis pour 22 opérations syndiquées en faveur de 15 pays membres.

Les fonds mobilisés représentent environ 56% du total des financements au commerce accordés par la Société à ses clients cette année. L'exercice 1437-1438 (2016) a également offert l'occasion de collaborer avec les fonds et les entités de la BID. Le total des fonds mobilisés de la BID a battu le record, avec le montant de 897 millions de dollars des Etats-Unis.

La Société élargira son réseau de partenaires, en renforçant ses relations actuelles et cherchant de nouveaux partenaires, notamment parmi les banques de développement régionales et internationales.

5. Renforcement de l'appui et de la collaboration grâce à la présence sur le terrain

En partenariat avec le Groupe de la BID, la SIFC s'est lancée sur la voie de la décentralisation et du renforcement de sa présence régionale, avec pour objectif de conférer plus de pouvoirs et de responsabilités aux agents présents sur le terrain. La présence régionale accrue a rapproché davantage la Société des clients, ce qui lui permettra de répondre aux besoins des pays membres. De plus, la présence sur le terrain permettra de mieux évaluer les risques inhérents aux défis que posent l'environnement de travail et l'incertitude qui prévaut sur les marchés internationaux.

L'approche adoptée par le Groupe de la BID pour la présence sur le terrain, à savoir la présence en tant qu'un seul Groupe, vise (i) la promotion efficace des services du Groupe de la BID ; (ii) la synergie entre tous les membres du Groupe de la BID pendant le développement et l'exécution des interventions ; et (iii) des économies d'échelle et le partage des coûts liés à la présence sur le terrain.

En tant que priorité stratégique, des membres du personnel de la SIFC qui sont en contact direct avec les clients, ont été réaffectés aux bureaux régionaux et aux bureaux-portails. La Société collabore avec les membres du Groupe de la BID dans le bureau régional de Dakar (Sénégal) qui couvre 11 pays de l'Afrique de l'Ouest, et avec les bureaux-portails de Dhaka (Bangladesh), d'Istanbul (Turquie) et de Jakarta (Indonésie). La SIFC a aussi rejoint en 2017 les autres membres du Groupe de la BID au bureau régional de Rabat auquel elle a réaffecté des cadres à partir du siège. Selon la même perspective, la SIFC a également ouvert une filiale à Dubai.

La stratégie de décentralisation et de renforcement de la présence régionale commence à porter ses fruits, à savoir des relations améliorées avec les clients, une visibilité accrue, et un volume des affaires et des approbations plus grand. La présence régionale de la SIFC promet des avantages importants. Grâce à son bureau régional de Dakar, l'accès à l'Afrique de l'Ouest est devenu facile. De même, la présence à Dakar a permis d'augmenter l'efficacité, notamment les décaissements dans toute la région.

L'Indonésie représente la plus grande économie de l'Asie du Sud-Est ; elle est l'une des plus grandes économies émergentes au monde. Le café y joue un rôle socioéconomique important. Grâce au bureau-portail de Jakarta, la SIFC a pu mettre en place le Programme de développement de l'exportation de café en Indonésie dont l'objectif est d'améliorer la production et de pallier au manque de financement sur le marché.

Le Bangladesh est l'un des 12 premiers pays en voie de développement au monde et représente l'un des plus grands marchés en Asie du Sud-Est. La présence locale à Dhaka a permis à la Société d'améliorer ses relations avec les autorités et d'avoir un plus grand accès au secteur privé, ce qui a augmenté les décaissements.

Un des portefeuilles les plus actifs de la SIFC, le marché de la Turquie manifeste une forte croissance, et ce malgré les récentes perturbations politiques. La présence régionale de la Société à Istanbul s'est traduite par l'augmentation considérable des approbations, 860 millions de dollars des Etats-Unis en 1437-1438 (2016), soit 19,21% de toutes les approbations de la SIFC. Cette tendance devrait se maintenir au long des trois prochains exercices. La stratégie de décentralisation et de délégation de pouvoir aux agents présents sur le terrain est essentielle pour l'amélioration de la visibilité de la SIFC et de ses activités. La Société poursuivra ses activités de décentralisation et améliorera sa présence régionale durant les trois prochains exercices.

C. COMMERCE & DEVELOPPEMENT DES AFFAIRES

1. Plateformes de coopération pour l'intégration économique régionale

1.1. Initiative d'aide au commerce pour les pays arabes (AFTIAS)

Pour renforcer la coopération et l'intégration commerciales entre les pays arabes, d'une part, et les pays arabes et le reste du monde, d'autre part, la SIFC s'est attelée à préparer et mettre en œuvre un programme de développement du commerce régional qui met un accent particulier sur l'« amélioration de l'intégration régionale » pour alimenter la croissance économique et le développement. Le programme AFTIAS a été préparé et lancé en décembre 2013. Plus précisément, le programme entend :

- améliorer la compétitivité régionale grâce aux réformes commerciales et au renforcement des capacités des institutions d'appui au commerce ;
- consolider l'offre commerciale et l'intégration dans la chaîne de valeur ;
- renforcer les capacités des organisations sous-régionales et régionales spécialisées dans le commerce pour mieux gérer les politiques et programmes visant l'intégration du commerce.

Les agences chargées de la mise en œuvre du programme sont l'OMT, le Centre du commerce international, la CNUCED, le PNUD, l'ONUDI, la Ligue des Etats arabes, la Mission permanente des pays arabes à Genève, les organisations régionales arabes, la Société islamique de développement du secteur privé, et *Foreign Trade Training Center* de l'Egypte. Dans le cadre du programme AFTIAS, divers projets d'assistance technique liée au commerce sont mis en œuvre par des partenaires dont l'objectif est d'aider les pays membres à se doter de stratégies nationales d'exportation, renforcer leurs capacités institutionnelles et humaines dans le domaine de la promotion du commerce, et appliquer des mesures d'incitation au commerce.

Par ailleurs, des projets de renforcement des capacités sectorielles, comme celui du « développement du secteur des dattes à Médine » et celui du « développement de la compétitivité des exportations du Liban dans les secteurs des TIC et des noix », sont mis en œuvre avec des projets en Tunisie et Algérie pour améliorer la compétitivité des secteurs et des produits stratégiques. Il est prévu que la

mise en œuvre du programme soit achevée d'ici la moitié de 2018. Elle sera suivie d'une évaluation indépendante.

1.2. Programme spécial pour l'Asie centrale (SPCA)

Le Groupe de la BID a mis en place en 2016 le Programme spécial pour l'Asie centrale pour relever certains défis de développement auxquels les pays de cette région sont confrontés. Dans le cadre de son rôle d'appui aux efforts du Groupe de la BID visant à améliorer l'intégration régionale des pays membres, la SIFC a étroitement collaboré avec le Département programmation pays de la BID durant la phase de préparation du SPCA. Le développement du commerce et la promotion de l'intégration régionale en matière des échanges sont parmi les principaux domaines d'intervention du SPCA.

Le volet commerce du Programme met l'accent sur deux domaines. L'un vise l'amélioration de l'intégration économique régionale des pays de l'Asie centrale membres de l'OCI, en mettant en œuvre plusieurs mesures de facilitation des échanges, tant au niveau national que régional. L'autre vise l'amélioration de la compétitivité des industries agroalimentaires dans les pays de la région couverte par le Programme spécial des Nations Unies pour les économies d'Asie centrale (SPECA) et leur intégration dans la chaîne de valeur mondiale.

Dans la cadre de la mise en œuvre du Programme, la SIFC et le PNUD organiseront deux ateliers de formation à l'intention des autorités et des institutions d'appui au commerce, en préparation à d'autres activités prévues dans le Programme. Les formations seront suivies d'ateliers et de séminaires nationaux sur le financement du commerce et de l'exportation destinés à renforcer les capacités humaines et institutionnelles dans les pays membres.

1.3. Programme «Ponts du Commerce Arabo-Africain (AATB)

Les échanges entre les pays arabes et les pays africains membres de l'OCI restent en deçà du potentiel des deux régions. La SIFC, le Programme saoudien pour l'exportation, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation ont en conséquence convenu de créer une plateforme de partenariat pour élaborer un programme régional de promotion du commerce et stimuler les échanges entre les deux régions.

Le forum de lancement du Programme « Ponts du Commerce Arabo-Africain » (*Arab Africa Trade Bridges*) a été organisé en coopération avec le ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie numérique les 22 et 23 février 2017 à Rabat, Royaume du Maroc.

Elaboré par la SIFC en coordination avec des institutions et des autorités nationales, régionales et internationales, le Programme vise à stimuler et accroître les échanges entre les pays arabes et subsahariens, financer et appuyer le financement du commerce et l'assurance des crédits à l'exportation, et mettre en lien les économies par la création de plateformes logistiques et l'amélioration des outils de renforcement des capacités existantes afin de multiplier et de diversifier les opportunités de partenariat entre les deux régions. Le Programme met l'accent sur :

- le renforcement des capacités des institutions d'appui au commerce et des PME exportatrices, en leur dispensant des formations sur les exportations et le commerce international ;
- l'appui à l'organisation de fora d'entreprises sur des thématiques spécifiques, de réunions entre entreprises, de foires internationales, et à la création d'une plateforme virtuelle d'informations sur les entreprises ;
- l'appui à la préparation d'études et de rapports sur le commerce transfrontalier, les logistiques, les potentiels commerciaux, etc. ; et
- le financement du commerce et l'assurance des exportations à l'intention des sociétés des deux régions.

Après le lancement officiel du Programme en février, il a été procédé à la mise en place d'une structure de gouvernance solide au sein du Groupe de la BID, avec l'objectif de ramener tous les programmes et initiatives des membres affiliés au Groupe sous la coupe du Programme. La SIFC s'attèle également à la mise en œuvre de divers projets et à l'organisation d'activités comme des réunions entre entreprises, l'élaboration de programmes de renforcement des capacités à l'intention des institutions d'appui au commerce et des PME, et le partenariat à flux inversés. D'autres activités sont en cours de préparation et seront mises en œuvre prochainement :

- une réunion entre entreprises sur le secteur des produits pharmaceutiques et des équipements médicaux ;
- forum des affaires CEDEAO - *Agadir Technical Unit* ;
- projet de développement du commerce pour les PME africaines ; et
- partenariat à flux inversés pour la « relance du secteur privé » en Guinée.

1.4. Forum de Développement du Commerce

Programme phare de la SIFC, le Forum de développement du commerce se veut une plateforme de partenariat public privé. Le Forum vise à mettre en contact les décideurs et les hommes d'affaires. Son objectif est de débattre des questions et politiques liées au commerce pour trouver des solutions aux défis communs aux pays membres de l'OCI, partager les expériences et les meilleures pratiques dans le développement du commerce, et fournir aux hommes d'affaires l'occasion de tisser des partenariats de commerce. Le Forum se veut également un espace de formation par l'organisation d'événements de renforcement des capacités. La SIFC est sur le point de signer un accord de partenariat avec le pays du siège qui accueillera la première édition dudit Forum.

2. Partenariat pour le développement des connaissances et capacités en matière du commerce

2.1. Emploi et formation des jeunes au commerce international

Le Programme de formation et d'emploi (TREE) dont la mise en œuvre est en cours dans le cadre du Programme AFTIAS, est une illustration d'un programme durable de renforcement des capacités conçu par la SIFC et ses partenaires. Il est mis en œuvre par le *Foreign Trade Training Center* et cofinancé par l'*Industrial Training Council* de l'Égypte. Le Programme vise à améliorer les connaissances et les compétences des jeunes et les certifier comme spécialistes dans l'exportation,

ce qui leur permettra de trouver des emplois compétitifs dans le commerce international et de lancer leurs propres entreprises. Il favorisera la culture d'exportation entre les sociétés et améliorera leurs connaissances des questions liées à la qualité, la normalisation, aux règles multilatérales de commerce, à la mercatique des exportations, la publicité, au développement de produits, et à l'amélioration de la qualité.

Une série de formations seront dispensées à mille jeunes diplômés des universités. La mise en œuvre du projet se poursuit depuis mars 2016. En une année, 6 programmes de formation ont été dispensés et 150 jeunes ont achevé leurs formations avec succès. Presque le tiers des jeunes formés sont déjà embauchés par des sociétés partenaires avec le *Foreign Trade Training Center*. Mille jeunes devront être formés dans le cadre du Programme. La Société entend reprendre ce Programme de formation dans d'autres pays membres qui contribueront à son budget.

2.2. Programme de renforcement des capacités en commerce international et d'appui à l'accès au marché, Sénégal

Destiné au renforcement des capacités humaines dans le domaine du commerce international, le programme de formation des formateurs est en cours de préparation en coopération avec le *Trade Facilitation Office* (TFO) du Canada. L'accord de partenariat avec le TFO a été signé le 23 janvier 2017 à Dakar, Sénégal, et a pris effet au mois de mars. Le TFO a organisé en juillet 2017 une mission avec l'objectif d'identifier les PME intéressées et leurs besoins en formation. Un programme de formation personnalisé sera élaboré à la lumière des résultats de la mission ; sa mise en œuvre commencera à partir de novembre 2017.

L'objectif de la première composante, formation des formateurs, est de mettre en place une plateforme de formation des exportateurs qui sera réalisée par l'Agence sénégalaise de promotion des exportations (ASEPEX) et d'autres institutions d'appui au commerce au Sénégal. Grâce à cette composante, l'ASEPEX et les institutions d'appui au commerce associées développeront leurs compétences techniques dans le domaine du commerce international et seront dotées des capacités nécessaires pour dispenser des formations en commerce et fournir des services d'appui aux exportateurs sénégalais et à des exportateurs potentiels dans différents secteurs, ce qui les aidera à accroître leurs exportations, contribuer au développement économique et à l'allègement de la pauvreté au Sénégal.

La seconde composante du programme consiste à préparer les PME sénégalaises, renforcer leurs capacités, améliorer leurs produits pour être au même niveau que tous les outils et les connaissances de nature à leur permettre d'introduire de manière efficiente et effective leurs produits sur le marché canadien, de s'implanter solidement face aux concurrents, et de saisir les nouvelles opportunités pour l'exportation.

2.3. Initiative du partenariat à flux inversés, Guinée « Relance du secteur privé »

Conçu par le Groupe de la BID, le partenariat à flux inversés est un mécanisme qui facilite le transfert des connaissances et le partage d'expériences entre un pays membres et un autre. La Tunisie qui jouit d'une expérience de plusieurs décennies dans l'appui au développement du secteur privé par divers politiques et programmes, est choisie comme pays fournisseur. Elle sera représentée par

l'Agence tunisienne de coopération technique. L'initiative de partenariats à flux inversés que la SIFC prépare avec le Département de renforcement des capacités de la BID prévoit quatre composantes :

- **Composante 1** : Appui institutionnel
Aider les organisations professionnelles locales à fournir des services aux opérateurs économiques locaux.
- **Composante 2** : Développement de produits et amélioration de la qualité
Aider des producteurs et des exportateurs sélectionnés à adapter leurs produits aux marchés extérieurs.
- **Composante 3** : Infrastructure et environnement du commerce
Fournir une assistance technique aux ministères, transitaires et organisations d'exportateurs afin de faciliter le commerce et d'améliorer l'efficacité des transactions commerciales.
- **Composante 4** : Accès au financement du commerce
Renforcement des capacités en matière du commerce, notamment les capacités des PME.

Il est attendu que le projet permette de mettre à niveau les capacités des PME sélectionnées en matière des affaires et de la mercatique, en leur offrant l'appui nécessaire à l'amélioration de la qualité et au développement de produits, d'une part, et en partageant l'expérience et le savoir-faire tunisiens dans le domaine des services et des programmes d'appui aux PME qui sont offerts par les institutions tunisiennes d'appui au commerce.

Ce projet est parmi les premières interventions d'assistance technique liées au commerce que le Groupe de la BID a réalisé dans le cadre du Programme transitoire de commerce arabo-africain. Le projet est dans le droit fil des objectifs généraux du Programme, à savoir faciliter la création de partenariats de commerce et d'affaires entre les pays de la région ciblée.

2.4. Programmes de développement de la production agricole : café, coton et datte

Les produits agricoles sont la principale source de revenu de millions de personnes défavorisées vivant dans les pays en voie de développement, et notamment dans les pays les moins avancés. Les marchandises sont la base de leurs économies et représentent l'essentiel de l'exportation, du PIB et de l'emploi. Le secteur de l'agriculture représente une moyenne de 11,5% du PIB des pays membres de la BID. Dans certains pays membres, notamment les moins avancés, il peut aller jusqu'à 50 à 60% du PIB. Il emploie aussi 40% de la population, et dans certains pays jusqu'à 85%.

C'est pourquoi la SIFC s'emploie depuis sa création à appuyer les produits stratégiques par des mécanismes de financement de la chaîne de valeur. Pour aider les pays membres à relever les défis auxquels ils sont confrontés dans les chaînes de valeur de leur produits, la SIFC leur propose des mécanismes de financement du commerce combinés à des interventions d'assistance technique destinées au développement du commerce.

L'un des programmes intégrés de la Société destinés à développer les produits des pays membres est conçu pour appuyer le secteur de café en Indonésie. Le Programme de la SIFC pour le développement des exportations de café indonésien permettra de relever les défis de l'industrie de café en Indonésie. L'accès au financement est l'un de ces défis et sera assuré par les mécanismes de financement du commerce de la Société. Dans le cadre du Programme, la SIFC débloquera, sur trois ans, 100 millions de dollars des Etats-Unis pour le financement des PME exportatrices, ce qui améliorera leur compétitivité sur les marchés mondiaux et garantira la disponibilité de trésorerie pour les petites exploitations agricoles.

En 2017, la SIFC a élaboré en étroite collaboration avec des partenaires locaux, un plan d'entreprise quinquennal pour le *Coffee Farmers Training Center*. Le plan est axé sur les résultats des consultations menées auprès des parties prenantes par une ONG locale. L'atelier de validation du plan sera organisé vers le dernier trimestre de 2017, en coopération avec des partenaires locaux.

Le *Coffee Farmers Training Center* se veut un centre d'excellence en culture de café, doté d'un jardin de plantation de café et d'une exploitation de café où les agriculteurs peuvent mettre en pratique leurs formations. Les exploitants bénéficieront aussi d'une formation en classe sur la culture de café qui couvrira les différents aspects en la matière. Le *Coffee Farmers Training Center* offrira des services supplémentaires, comme les tests des semis, du sol et des plantes. Il sera lié aux écoles de formation des exploitants où les exploitants principaux reconduiront les formations qu'ils auront reçues au *Coffee Farmers Training Center*.

De même, la SIFC organisera des événements d'affaires pour permettre aux exportations d'accéder directement à de nouvelles destinations, principalement à partir des pays membres de l'OCI. Dans l'intervalle, la Société envisage d'élaborer un programme de renforcement des capacités pour permettre aux coopératives des agriculteurs de jouer un rôle actif dans l'acquisition des intrants, la commercialisation et l'exportation directes de café, de mener les opérations post-récolte, et de gérer les centres de formation.

Après les Etats-Unis, l'Afrique de l'Ouest est le deuxième plus grand exportateur dans le monde. Depuis sa création, la SIFC finance le coton africain, avec un total d'approbations de 938 millions de dollars des Etats-Unis. De l'autre côté, certains pays membres de l'OCI, à savoir le Bangladesh, la Turquie et l'Indonésie, sont parmi les cinq premiers pays importateurs de coton. Cependant, les échanges directs entre les pays membres demeurent faibles. Ce nonobstant, le potentiel d'établir des relations d'échange directes est fort.

C'est dans ce cadre que dans la première moitié du mois d'avril 2017, la Société a organisé avec ses partenaires locaux de l'Afrique de l'Ouest (Association cotonnière africaine), du Bangladesh (*Textile Mill and Cotton Association*) et d'Indonésie, des réunions entre entreprises à Dhaka (Bangladesh) et Jakarta (Indonésie). Les réunions permettront de créer de nouveaux partenariats directs entre les sociétés d'égrenage de coton de l'Afrique de l'Ouest et l'industrie du textile et du coton du Bangladesh et de l'Indonésie. La SIFC entend dispenser des programmes d'assistance technique pour trouver des solutions aux problèmes de plantation et d'égrenage, en particulier ceux liés à la contamination du coton, auxquels les exploitants et les marchands sont confrontés. Ces programmes d'assistance technique mettront également l'accent sur l'augmentation de la récolte et de la qualité du coton.

Lancé par la Société en avril 2017, le troisième programme de développement de produits agricoles vise le secteur de la datte à Médine, Royaume d'Arabie saoudite. La production totale de la date dans la région de Médine est d'environ 1,1 million de tonnes. L'objectif du programme est d'aider les exploitants et les PME à créer des coopératives devant permettre d'améliorer la qualité et de renforcer les capacités mercatiques des exploitants pour ajouter plus de valeur à leurs produits. Il se veut également un moyen d'appui à la réputation de la datte de Médine, de consécration d'une marque qui lui sera propre, et d'amélioration de la conformité des PME aux normes et aux exigences des marchés régionaux et internationaux en matière de qualité.